



CONVENTION DE GESTION

SYSTEMES D'ENDIGUEMENT DES PRES SALES OUEST ET DES PRES SALES EST

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
(GIRONDE)



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SIBA

16 allée Corrigan, CS 40002
33311 ARCACHON CEDEX
Tel. 05 57 52 74 74

administration@siba-bassin-arcachon.fr
www.siba-bassin-arcachon.fr

Mairie de la Teste de Buch

1 espl. Edmond Doré, BP 50105
33164 LA TESTE DE BUCH
Tel. 05 56 22 35 00

mairie@latestedebuch.fr
www.latestedebuch.fr

SMPBA

Rue du Prieuré de Comprian
Port des Tuiles
33380 BIGANOS
Tel. 06 24 57 52 10

smpba@smpba.fr

Préfecture de la Gironde

2 espl. Ch. de Gaulle, CS 41397
33077 BORDEAUX CEDEX
Tel. 05 47 30 51 72

ddtm-sner@gironde.gouv.fr
<https://www.gironde.gouv.fr>

SOMMAIRE

PREAMBULE GENERAL	8
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES OUVRAGES	10
ARTICLE 3 – MISSIONS DU GESTIONNAIRE	11
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU GESTIONNAIRE	12
ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE	13
ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU SMPBA	14
ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES	15
ARTICLE 8 – RESPONSABILITES	15
ARTICLE 9 - ENTREE EN VIGUEUR	16
ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION	16
ARTICLE 11 - MODIFICATIONS	16
ARTICLE 12 - RESILIATION	16
ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES	16
ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE DES PRES SALES OUEST	19
ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DES PRES SALES EST	21
ANNEXE 3 : CONSIGNES ECRITES	23

VU le Code de l'environnement, notamment l'article L. 211-7-1 bis relatif à la compétence "gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations" (GEMAPI) ;

VU le Code de l'environnement, notamment le Titre VI du Livre V, relatif à la « Prévention des risques naturels » et en particulier les articles L. 566-12-1 et suivants ;

VU le Code de l'environnement, notamment l'article R. 554-2 précisant que les ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions sont considérés comme « réseau sensible pour la sécurité » ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-61 relatif aux possibilités de transfert de tout ou partie de la compétence GEMAPI d'un EPCI à fiscalité propre à un syndicat mixte ;

VU le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015, relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le décret n° 2019-119 du 21 février 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages hydrauliques ;

VU le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

VU l'arrêté du 7 avril 2017 précisant le plan de l'étude de dangers des systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

VU l'arrêté préfectoral n° SEN 2013/05/22-52 du 22 mai 2013 portant prescription spécifiques relatives à la sécurité des digues existantes pour les digues dites « Johnston » et « Couach » de la commune de la Teste de Buch ;

VU l'arrêté préfectoral n° SEN 02014/01/04-150 du 14 janvier 2014 portant prescription spécifiques relatives à la sécurité des digues existantes pour les digues dites « Prés Salés Est Parties Ouest et Est » de la commune de la Teste de Buch ;

VU la convention du 25 septembre 2007 pour l'utilisation d'une dépendance du Domaine Public Maritime établie pour la protection et la mise en valeur des Prés Salés Ouest par laquelle l'Etat concède à la commune de la Teste de Buch l'utilisation des Prés Salés Ouest ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2007 approuvant pour 30 ans la convention pour l'utilisation d'une dépendance du Domaine Public Maritime établie pour la protection et la mise en valeur des Prés Salés Ouest par la commune de la Teste de Buch ;

VU le procès-verbal du 24 mars 2024 délimitant les dépendances du Domaine Public Maritime mis à disposition du SMPBA pour lui permettre d'assurer l'aménagement et l'exploitation du port du Rocher ;

VU la délibération 2017DELO35 du comité syndical du 16 octobre 2017 inscrivant la compétence GEMAPI dans les statuts du SIBA pour le territoire de la COBAS à la suite du transfert par l'EPCI ;

VU la délibération n° 17-260 du Conseil Communautaire de la COBAS du 13 novembre 2017 modifiant les statuts de la COBAS et attestant du transfert de la compétence GEMAPI au SIBA pour le secteur géographique concerné ;

CONSIDERANT que les digues Couach et Johnston constituent le système d'endiguement des « Prés Salés Ouest » (tronçons D18 et D19) ;

CONSIDERANT que les digues des « Prés Salés Est : Parties Ouest et Est » constituent le système d'endiguement des « Prés Salés Est » (tronçons D01 à D17 et tronçons D20 à D21) ;

CONSIDERANT que la commune de la Teste de Buch est le gestionnaire historique de ces systèmes d'endiguement et qu'elle dispose déjà du personnel (éclusiers) formé pour la manipulation, la maintenance et l'entretien des ouvrages hydrauliques littoraux type écluses et vannes ;

CONSIDERANT que l'OH₇ situé au niveau des Prés Salés Ouest présente un fonctionnement automatisé sous supervision de la commune de la Teste de Buch et fait l'objet d'une maintenance assurée par un prestataire extérieur ;

CONSIDERANT que le SIBA dispose également de la compétence dite « Pluviale » faisant de lui le gestionnaire et exploitant des ouvrages hydrauliques situés au sud du casier ouest des « Prés Salés Est » (OH₃ à OH₆),

CONSIDERANT que la commune de la Teste de Buch et le Conservatoire du littoral élaborent un plan de gestion pour les Prés Salés Est dont les conclusions seront susceptibles de modifier les consignes de gestion de certains ouvrages hydrauliques situés en front de mer (OH₁ et OH₂) ;

CONSIDERANT la procédure en cours de régularisation administrative des deux systèmes d'endiguement par le SIBA à la suite du dépôt le 30 juin 2023 auprès de la police de l'eau des dossiers de demande d'autorisation environnementale en procédure simplifiée comprenant notamment une étude de dangers mise à jour par un bureau d'études agréé ;

La présente convention est établie :

ENTRE :

Le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), gestionnaire des systèmes d'endiguement des Prés Salés Ouest (PSO) et des Prés Salés Est (PSE), représenté par son Président Monsieur Yves FOULON,

16 allée Corrigan

CS 40002

33311 Arcachon Cedex,

désigné ci-après comme « **le Gestionnaire** »,

ET

L'Etat, propriétaire du Domaine Public Maritime (DPM) sur lequel se situent les systèmes d'endiguement des PSO et des PSE, représenté par le Préfet du département de la Gironde et de la région Nouvelle-Aquitaine Monsieur Etienne GUYOT,

2 esplanade Charles de Gaulle

CS 41397

33077 Bordeaux Cedex,

désigné ci-après comme « **l'Etat** »,

ET

La Commune de La Teste de Buch, ancien gestionnaire des systèmes d'endiguements, gestionnaire actuel des espaces naturels des PSO et des PSE et propriétaire d'une partie du linéaire des ouvrages, représentée par son Maire Monsieur Patrick DAVET,
1 esplanade Edmond Doré
BP 50105
33164 La Teste de Buch Cedex,
désigné ci-après comme « **la Commune** »,

ET

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA), bénéficiant d'une mise à disposition par l'Etat d'une partie du DPM incluant plusieurs tronçons constitutifs du système d'endiguement des PSE (Port du Rocher), représenté par son Président Monsieur Jean GALAND,
Rue du Prieuré de Comprian - Port des Tuiles
33380 Biganos,
désigné ci-après comme « **le SMPBA** »,

PREAMBULE GENERAL

Le territoire du Bassin d'Arcachon est depuis toujours exposé à la submersion marine du fait de sa localisation à l'interface entre le Golfe de Gascogne et le territoire girondin (classé Territoire à Risque important d'Inondation ou TRI depuis 2017).

Dans ce contexte, les digues des PSO et des PSE de la Teste de Buch présentent un intérêt pour la protection des biens et des personnes en raison de leurs dimensions et de leurs caractéristiques techniques ; elles furent classées à ce titre par la Commune qui en assumait la gestion et la surveillance (AP SEN 2013/05/22-52 du 22 mai 2013 et AP SEN 02014/01/04-150 du 14 janvier 2014). Ce rôle fut confié au SIBA à partir du 1^{er} janvier 2018 avec la création de la compétence **GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations)** et son transfert au syndicat par la COBAS. En tant que nouveau gestionnaire, le SIBA procède actuellement à la régularisation administrative de ces ouvrages et doit en assurer la pérennité **au titre de la protection contre les Inondations**.

Les PSO (cf. annexe 1 p. 19) constituent une zone de 42,1 ha endiguée dans les années 1930. Ils font partis du Domaine Public Maritime (DPM) de l'Etat qui en concéda l'utilisation à la Commune en 2007 (AP du 25/10/2007 et convention du 25/09/2007) pour une durée de 30 ans dans un objectif de valorisation sur le plan environnemental et paysager. Les digues Couach et Johnston sont incluses dans le périmètre concédé et firent l'objet de travaux significatifs par la Commune tels que la réfection de la digue Johnston en 2017 et la modernisation / automatisation de l'écluse de la digue Couach en 2012. Cet espace fait actuellement l'objet d'une gestion hydraulique permettant de maintenir les fonctionnalités écologiques du site.

Les PSE (cf. annexe 2 p. 21) furent également endigués dans les années 1930 et se structurent en deux casiers distincts (Ouest et Est) depuis la construction du port ostréicole du Rocher en 1978. L'Etat attribua une partie importante du DPM dans ce secteur au Conservatoire du littoral par voie de convention le 30/05/2013 (pour une durée de 30 ans) dans le but de protéger et de valoriser ce site ; la gestion de ces espaces fut par la suite confiée à la Commune qui en élabore actuellement le plan de gestion en partenariat avec le Conservatoire.

Enfin, le port du Rocher, historiquement géré par le Département de la Gironde, relève de la compétence du SMPBA depuis sa création en 2017 ; l'ancien périmètre portuaire plus étendu fut régularisé en 2023, restituant au DPM une partie des terrains anciennement mis à disposition. Deux tronçons du système d'endiguement des PSE (D04 et D06) restent néanmoins inclus dans l'emprise portuaire gérée par le SMPBA. Quant à lui, le port de La Teste ne possède pas d'emprise commune avec les systèmes d'endiguement.

Les fonctionnalités des PSO et des PSE sont donc multiples et répondent à des enjeux :

- (1) Écologiques avec la défense, la restauration et la valorisation des milieux naturels,

- (2) Sécuritaires avec la protection des biens et des personnes face aux submersions grâce aux systèmes d'endiguement,
- (3) Économiques avec le maintien d'une activité ostréicole au port du Rocher.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer (1) les modalités de gestion (surveillance, entretien, travaux), (2) les responsabilités et (3) les obligations des signataires au regard de la gestion des systèmes d'endiguement des PSO et des PSE.

Le périmètre d'action de cette convention concerne les secteurs non attribués au Conservatoire du littoral qui présentent une intersection avec l'emprise des deux systèmes d'endiguement considérés (une autre convention sera élaborée par ailleurs entre la Commune, le SIBA et le Conservatoire du littoral pour la gestion du DPM attribué par l'Etat à ce dernier).

Les modalités de gestion sont détaillées dans les consignes écrites (ou document d'organisation) annexées à la présente convention (cf. annexe 3 p. 23).

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES OUVRAGES

	PRES SALES OUEST	PRES SALES EST
GESTIONNAIRE PRINCIPAL	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)	
COMMUNE	La Teste-de-Buch (Gironde)	
CLASSE	C	C
POPULATION PROTEGEE	180	1 254
NIVEAU DE PROTECTION DU SE (PROBA. DEFAILLANCE MAX. 5%)	<ul style="list-style-type: none"> SE : 2,95 m NGF ou 4,93 m CM (période de retour : annuelle) Eyrac (point de référence) : 2,96 m NGF ou 4,94 m CM 	<ul style="list-style-type: none"> SE : 2,75 m NGF ou 4,73 m CM (période de retour : annuelle) Eyrac (point de référence) : 2,73 m NGF ou 4,71 m CM
NIVEAU DE PROTECTION APPARENT (ALTITUDE DE CRETE)	3,5 m NGF (5,48 m CM) à 3,74 m NGF (5,72 m CM)	3,2 m NGF (5,18 m CM) à 4,37 m NGF (6,35 m CM)
NIVEAU DE DANGER (PROBA. DEFAILLANCE 50%)	3,26 m NGF ou 5,24 m CM (période de retour : décennale)	3,29 m NGF ou 5,27 m CM (période de retour : décennale)
LINEAIRE	0,38 km	5,71 km (2,28 CE + 3,43 CO)
COHERENCE HYDRAULIQUE	<ul style="list-style-type: none"> Est : Port de la Teste-de-Buch Ouest : Port Couach 	<ul style="list-style-type: none"> Est : Port de la Hume Centre : Port du Rocher Ouest : Port de la Teste de Buch
STRUCTURE	<ul style="list-style-type: none"> Digue en remblais (2 tronçons) Tronçon 18 enroché et refait en 2017 	<ul style="list-style-type: none"> Double « casier » : digues en remblais. Le front de mer présente un profil de plage (talus ensablé en pente douce)
ANNEE DE CONSTRUCTION	<ul style="list-style-type: none"> Endiguement des PSO : 30' Création du tronçon 19 : 70' 	<ul style="list-style-type: none"> Endiguement des PSE : 30' Création du port du Rocher : 1978
OUVRAGES TRAVERSANTS (GESTIONNAIRE)	<ul style="list-style-type: none"> OH₇ : Ecluse automatisée (Commune) 	<ul style="list-style-type: none"> OH₁ : Ecluse maçonnée (ensablée non fonctionnel) OH₂ : Ecluse maçonnée (Commune) OH₃ : Ecluse maçonnée (SIBA) OH₄ : Canalisation + Clapet anti-retour Ø 800 mm (SIBA) OH₅ : Canalisation + Clapet anti-retour Ø 800 mm + Pelle hydraulique à crémaillère (SIBA) OH₆ : Canalisation + Clapet anti-retour Ø 800 mm (SIBA) OH₈ : Ecluse maçonnée (SAFRAN)

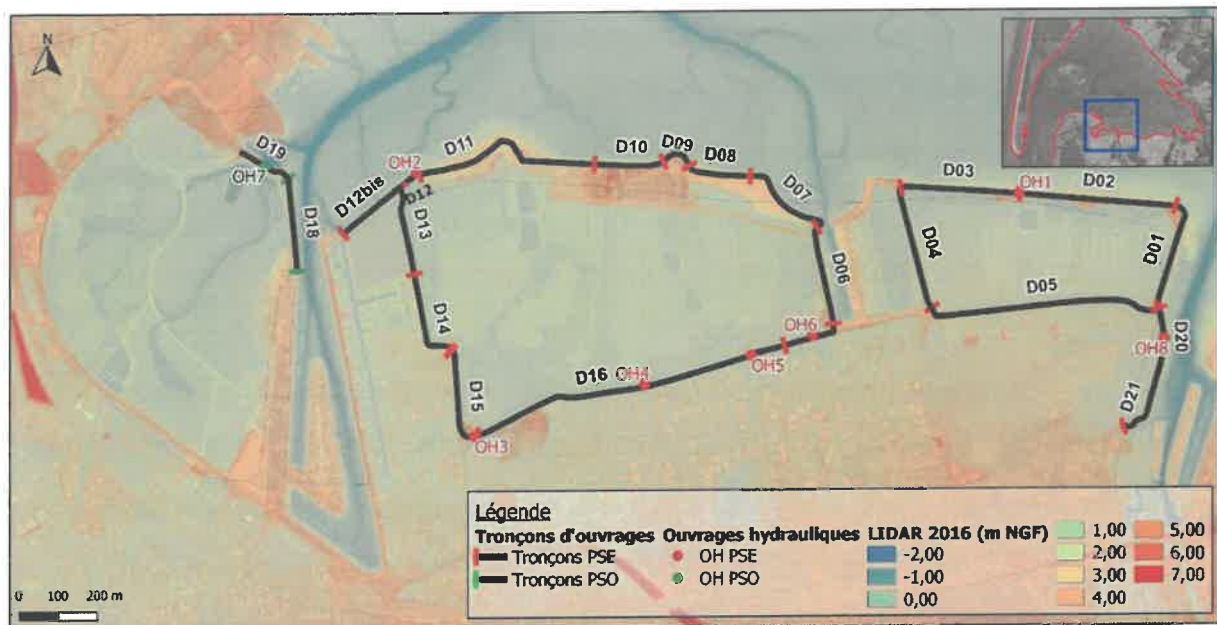


Figure 1 : Localisation des tronçons homogènes (D01 à D21) et des ouvrages hydrauliques (OH1 à OH8)

ARTICLE 3 – MISSIONS DU GESTIONNAIRE

La gestion et l'entretien du système d'endiguement prévues à la présente convention relèvent de la compétence du SIBA qui est considéré comme le gestionnaire de l'ouvrage au sens du décret du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques.

Les missions réglementaires (articles R. 214-118 à R. 214-128 du code de l'environnement) qui lui incombent à ce titre et dont il assure le financement et la maîtrise d'ouvrage, sont précisées dans l'arrêté de classement des ouvrages ; pour rappel, le Gestionnaire assure a minima :

- Le suivi administratif du système d'endiguement :

Tenue du dossier d'ouvrage, du registre et du document d'organisation ; réalisation de rapports de surveillance, réalisation des visites et études réglementaires telles que les visites techniques approfondies (VTA) ou les études de dangers (EDD).

- La surveillance annuelle programmée du système d'endiguement,
- La surveillance post-événement du système d'endiguement à la suite d'un événement météo-océanique,
- La surveillance et la prévision de l'aléa (plateforme de prévision SEAMAFOR pilotée par le SIBA),
- La transmission de l'alerte si nécessaire,

- Les opérations de maintenance courante des ouvrages hydrauliques de second rang OH₃, OH₄, OH₅ et OH₆ (fonctionnalité utile à la gestion des eaux pluviales),
- Les opérations préventives de réensablement en front de mer en cas de besoin,
- Les travaux programmés sur le linéaire classé de digues et/ou sur les ouvrages hydrauliques de second rang OH₃, OH₄, OH₅ et OH₆ visant à maintenir ou améliorer le niveau de protection du système d'endiguement,
- Les travaux urgents sur le linéaire classé de digues et/ou les ouvrages hydrauliques de second rang OH₃, OH₄, OH₅ et OH₆ permettant a minima de restaurer le niveau de protection du système d'endiguement,
- La gestion ponctuelle de la végétation dont la présence ou le développement est susceptible de menacer l'intégrité du système d'endiguement ou d'en gêner l'inspection (ex. arbres au diamètre important),
- La réalisation de toute étude ou de tout diagnostic utile à l'exercice de ses missions (ex. études géotechniques, modélisations hydrauliques...).

Les modalités techniques de gestion du système d'endiguement telles que convenues entre le Gestionnaire et la Commune sont détaillées dans les consignes écrites (également appelées « document d'organisation ») ; ce document réglementaire est annexé à la présente convention.

Le Gestionnaire du système d'endiguement supportera également les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations de signalisation qui seraient prescrites par les services de l'Etat.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU GESTIONNAIRE

Le Gestionnaire est autorisé à occuper les parcelles référencées à l'article 2 de la présente convention et à y réaliser les travaux de gestion et d'entretien des systèmes d'endiguement tels que décrits à l'article 3 dans le respect des procédures qui lui sont applicables.

Il déclare avoir une parfaite connaissance des lieux et les accepter en l'état. Il s'engage à prendre en compte dans toutes ses actions les enjeux écologiques et d'accueil du public existants du site dans le respect des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'urbanisme, à l'environnement, à la police, à l'ouverture au public et à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Dans le cadre de ses missions, le Gestionnaire du système d'endiguement s'engage :

- (1) à informer la Commune, le SMPBA et l'Etat de toute intervention programmée sur leurs parcelles au moins 10 jours à l'avance (ex. opérations de réensablement en front de mer ou intervention sur la végétation) ; ce délai pourra être réduit à 24h ou moins en cas d'urgence avérée (intervention relevant de l'article R214-44 du code de l'environnement) présentant un risque pour les personnes (ex. perte de matériaux suite à un évènement météo-océanique),
- (2) à transmettre à la Commune, au SMPBA et à l'Etat toute pièce administrative autorisant l'intervention le cas échéant,
- (3) à programmer les opérations de travaux non urgentes dont les opérations de réensablement en dehors de la période de sensibilité écologique du site qui s'étend de février à juillet (interventions possibles entre juillet et février),
- (4) à concerter la Commune, le SMPBA et l'Etat pour l'élaboration de tout projet de modification significative de l'ouvrage sortant du cadre d'entretiens courants tels que les rechargements en sable de la façade maritime,
- (5) à partager avec la Commune, le SMPBA et l'Etat toute documentation technique produite dans le cadre de ses missions de gestion (études, diagnostics, plans de géomètres, levés topographiques etc...).

Le Gestionnaire s'engage de manière générale à mettre en application les modalités de gestion des ouvrages indiquées dans le document d'organisation annexé à la présente convention.

Il n'est pas autorisé à délivrer des autorisations d'occupation à des tiers, sans l'avis préalable du propriétaire ou du gestionnaire de la parcelle concernée (Commune, Etat ou SMPBA).

Il n'est en aucun cas autorisé à effectuer des constructions, même dépourvues de fondations, sur les parcelles objet de la présente convention.

Il s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point des dépendances concernées aux agents de la Commune, du SMPBA, ainsi qu'aux agents de l'Etat chargés des contrôles.

Sauf en ce qui concerne ces dispositions, le Gestionnaire n'a pas d'obligations vis à vis des autres signataires pour des usages autres que ceux relatifs à la prévention des inondations.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La Commune permet au Gestionnaire d'accéder en tout temps aux ouvrages, dans le respect des enjeux environnementaux, et d'accueil du public, et n'entrave pas cet accès par des aménagements.

La Commune ne fera aucun acte de nature à nuire au bon entretien et au bon fonctionnement des ouvrages et s'engage notamment à :

- (1) informer le Gestionnaire de toute intervention qu'elle réalisera à proximité des ouvrages dans un délai de 15 jours précédant ladite intervention et sollicitera l'accord préalable du Gestionnaire, indépendamment des autorisations requises,.
- (2) ne réaliser aucun travaux qui pourrait dégrader le niveau de protection des ouvrages,
- (3) ne procéder à aucun dépôt, ni remblai, ni déblai et s'abstiendra de toute construction dans l'emprise de l'ouvrage,
- (4) ne procéder à aucune plantation arborée sur le talus ou le long d'une bande de 5 m au pied de l'ouvrage,
- (5) soumettre tout projet de clôture dans l'emprise des ouvrages, à l'accord préalable du Gestionnaire, indépendamment des autorisations d'urbanisme requises,
- (6) appliquer la réglementation en vigueur concernant la réalisation de travaux à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité (R. 554-2 du code de l'Environnement) .

Conformément aux consignes écrites annexées à cette convention, la Commune assiste le Gestionnaire dans ses missions à l'aide de ses moyens techniques et de son personnel.

La Commune conserve par ailleurs la gestion et la responsabilité des ouvrages gérés dans le but de maintenir des fonctionnalités environnementales. Les missions assurées par la Commune dans le cadre de cette convention comprennent donc :

- La gestion de l'OH₇ des PSO incluant toute action nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage (maintenance, surveillance, programmation, lien avec le prestataire, réparations si nécessaire...)
- Les opérations de maintenance courante de l'OH₂ des PSE
- La mise en place des coupures d'accès (barriérage) si nécessaire avec l'appui des services de police
- Le déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et l'organisation d'évacuations en cas d'urgence
- La fermeture préventive des OH₇, OH₂, OH₃ et OH₅ en fonction des prévisions
- La gestion de la végétation arbustive et herbacée (service « espaces verts ») au niveau de la crête des ouvrages et des ouvrages hydrauliques (y compris ceux gérés par le SIBA)

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU SMPBA

Le SMPBA autorise l'accès au DPM qui lui a été mis à disposition afin de permettre la gestion et l'entretien du système d'endiguement. Il permet au Gestionnaire d'accéder en tout temps aux ouvrages, dans le respect des enjeux environnementaux, et d'accueil du public, et n'entrave pas cet accès par des aménagements.

Le SMPBA ne fera aucun acte de nature à nuire au bon entretien et au bon fonctionnement des ouvrages et s'engage notamment à :

- (1) informer le Gestionnaire de toute intervention qu'il réalisera à proximité des ouvrages dans un délai minimum de 15 jours précédant ladite intervention et sollicitera l'accord préalable du Gestionnaire, indépendamment des autorisations requises.
- (2) appliquer la réglementation en vigueur concernant la réalisation de travaux à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité (R. 554-2 du code de l'Environnement)

Le SMPBA supporte seul la charge de tous les impôts et notamment les taxes foncières auxquelles pourraient être assujettis les ouvrages.

Concernant spécifiquement le port de la Teste-de-Buch, l'avenue des ostréiculteurs (façade Est du port) est considérée pérenne et n'est donc pas incluse dans le système d'endiguement des PSE en cohérence avec sa non prise en compte dans les ouvrages de protection du PPRISM approuvé en avril 2019.

Le SMPBA s'engage dans l'exercice de ses missions portuaires à tenir informé le Gestionnaire annuellement sur l'état général de ce tronçon et du remblais routier afin de s'assurer de sa pérennité.

ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES

Les signataires assument les charges financières afférentes à l'exercice de leurs missions respectives telles que spécifiées dans les articles précédents.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITES

Conformément aux dispositions de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement, le Gestionnaire est responsable du linéaire des systèmes d'endiguement des PSO et des PSE pour la prévention des inondations et pour les niveaux de protection indiqués dans l'article 2, au sens de l'article R.214-119-1 du code précité.

Il est rappelé que la responsabilité du Gestionnaire ne saurait être engagée à raison de dommages causés par un aléa supérieur aux niveaux de protection mentionnés ci-avant ; la protection des biens et des personnes est assurée au-delà des niveaux de protection par le pouvoir de police du Maire qui décide du déclenchement de son PCS et de l'éventuelle évacuation des populations.

La responsabilité des ouvrages hydrauliques est assumée en fonction de leur vocation et de leur fonctionnalité :

- La Commune est responsable de l'OH₂ des PSE et de l'OH₇ des PSO

- Le SIBA est responsable des OH₃, OH₄, OH₅, OH₆ des PSE

Le SMPBA est responsable de l'entretien des quais de ses ports et s'assure (en lien avec le Gestionnaire) que les sections comprises dans le périmètre des systèmes d'endiguement peuvent exercer leur fonction de protection.

ARTICLE 9 - ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur au lendemain de sa signature par les parties.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est fixée à 10 ans reconductible annuellement tacitement.

ARTICLE 11 - MODIFICATIONS

La présente convention et/ou ses annexes pourront faire l'objet de modifications à l'initiative de l'un des signataires à la suite d'une phase de concertation entre les parties. Le projet de convention modifié devra par la suite faire l'objet des délibérations nécessaires en accord avec la réglementation en vigueur.


ARTICLE 12 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée à la demande motivée de l'une des parties au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut être résiliée de plein droit en cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif de Bordeaux. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.

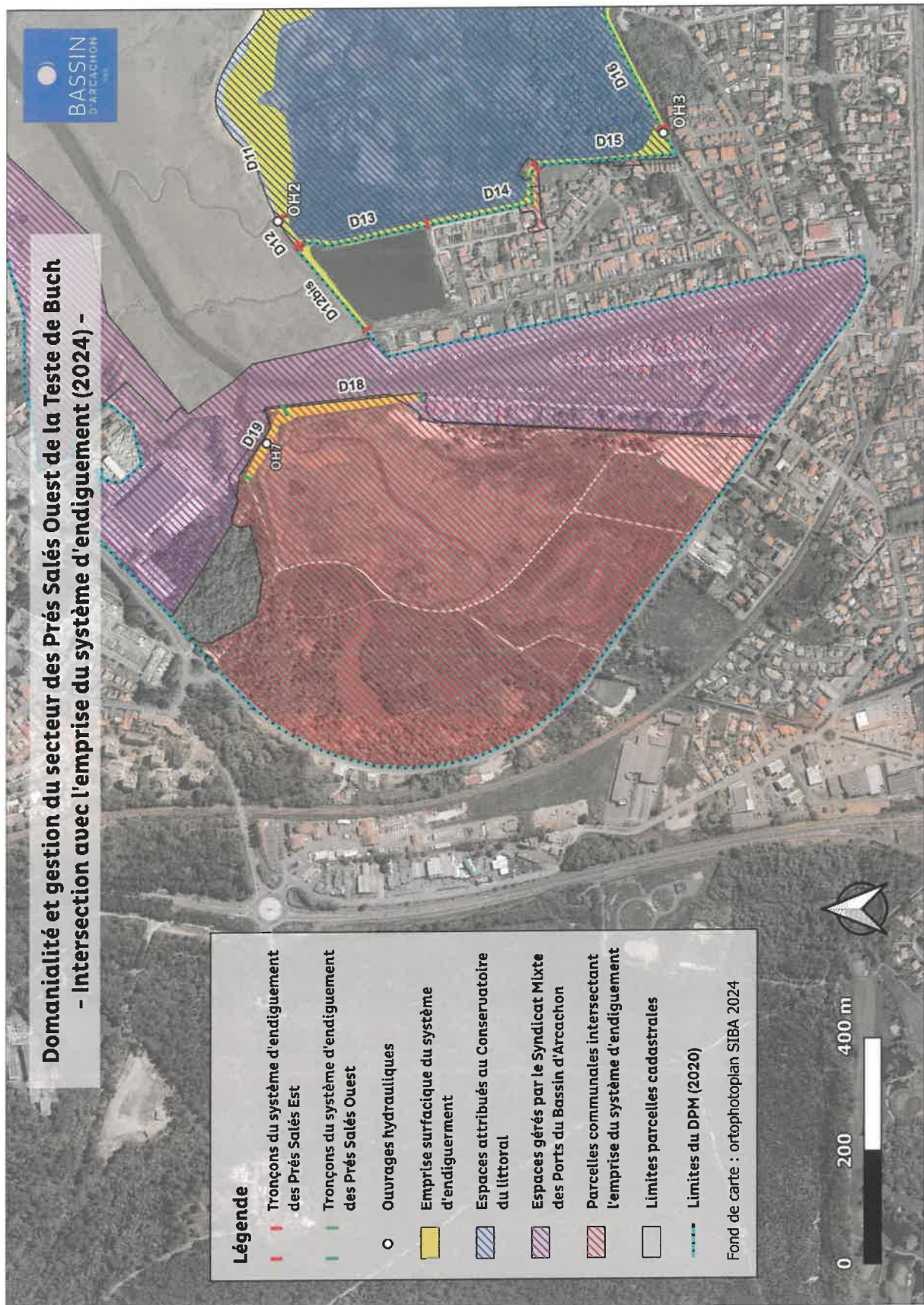
<p>Pour le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon</p> <p>Fait à Lanton</p> <p>Le 13 DEC. 2024</p>	<p>Signature</p> <p>Le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon</p>  <p>Monsieur Jean GALAND</p>
--	---

<p>Pour l'Etat</p> <p>Fait à</p> <p>Le</p>	<p>Signature</p> <p>Le Préfet de la Gironde</p> <p>Monsieur Etienne GUYOT</p>
---	--

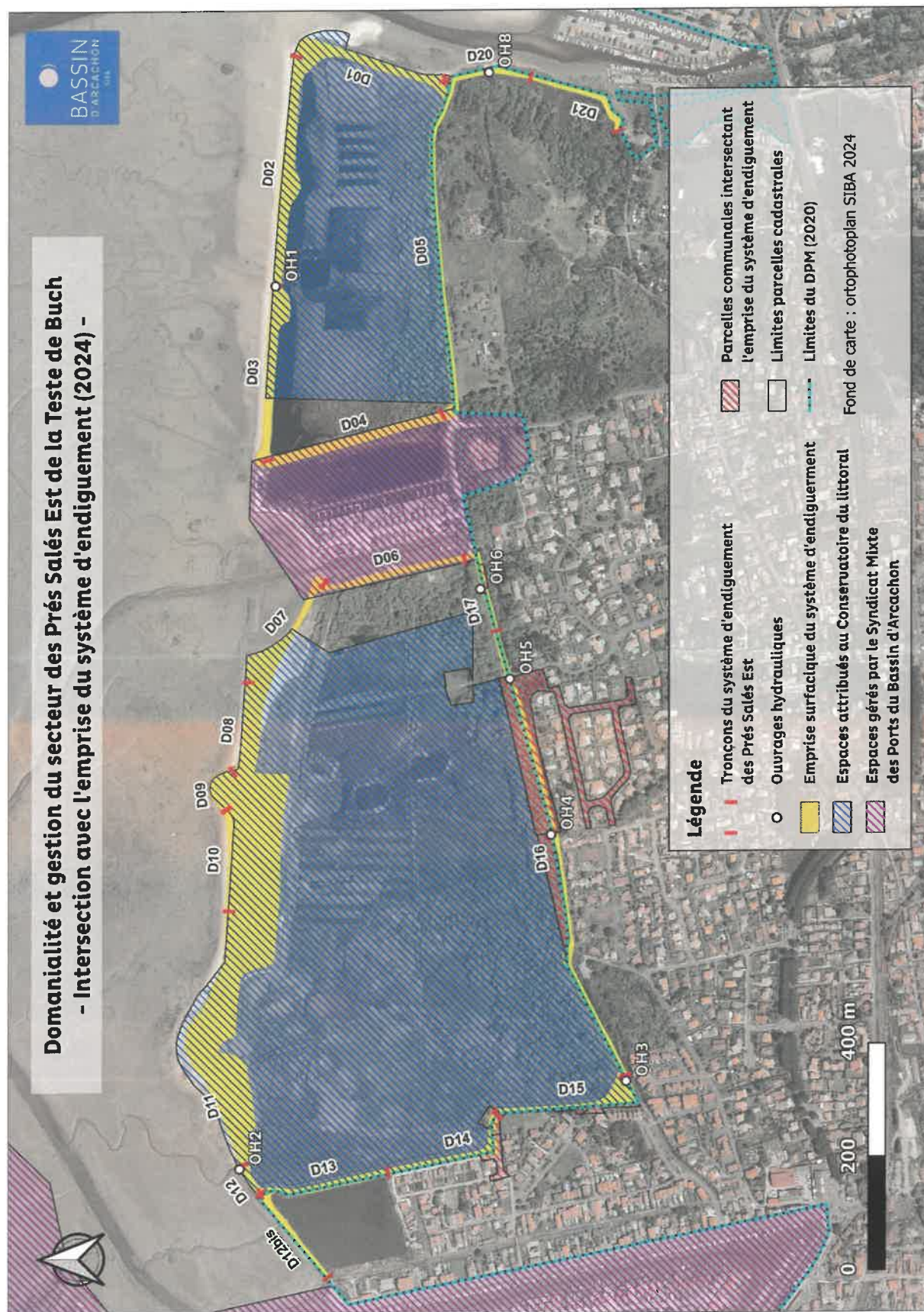
<p>Pour la Commune de la Teste de Buch</p> <p>Fait à</p> <p>Le</p>	<p>Signature</p> <p>Le Maire de la Teste de Buch</p> <p>Monsieur Patrick DAVET</p>
---	---

<p>Pour le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon</p> <p>Fait à</p> <p>Le</p>	<p>Signature</p> <p>Le Président du SIBA</p> <p>Monsieur Yves FOULON</p>
---	---

ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE DES PRES SALES OUEST



ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DES PRES SALES EST



ANNEXE 3 : CONSIGNES ECRITES
